

**Transports collectifs :
« Pas de réforme de la gouvernance sans argent neuf » demande TRANSIT**

Montréal, le 08 septembre 2015- Alors que les décideurs discutent depuis plusieurs mois d'enjeux de gouvernance, la rentrée 2015 sera la 4^{ème} de suite sans cadre financier prévisible pour les transports collectifs. Pourtant, les besoins sont en croissance dans les grands centres urbains du Québec. Pour TRANSIT, *l'Alliance pour le financement des transports collectifs*, la réforme de la gouvernance doit nécessairement être accompagnée d'un nouveau cadre financier et de budgets supplémentaires, sans quoi ces pourparlers n'auront été d'aucune utilité pour faire face au vrai problème.

« Cela fait 4 ans et 4 ministres des Transports depuis qu'a été promis un nouveau cadre financier pour les transports collectifs. Beaucoup de promesses donc, mais toujours aucune fondation solide pour développer les services de transport collectifs. On discute de gouvernance, certainement un enjeu important, mais la vraie question est de savoir si les sociétés de transport auront, au final, les moyens d'offrir un meilleur service pour améliorer le service et développer l'achalandage », résume Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville.

L'augmentation des services : la vraie priorité

Malgré les sommes importantes générées par le marché du carbone qui sont vouées aux interventions en lutte aux changements climatiques, les programmes en transports collectifs et alternatifs, financés par le Fonds Vert depuis 2007, n'ont pas connu de bonifications substantielles depuis leur mise en place il y a maintenant huit ans. Pour TRANSIT, la crise du financement des transports collectifs oblige à un nouveau cadre financier qui permettra une répartition des responsabilités financières – incluant les sources de financement appropriées – entre le gouvernement du Québec, les municipalités et les usagers, une augmentation des budgets permettant une augmentation conséquente des services de transports collectifs et une prévisibilité de ce financement sur un horizon de plusieurs années.

« La condition du succès pour une réforme de la gouvernance des transports collectifs, c'est d'injecter de l'argent neuf pour augmenter l'offre de services. Sans quoi, peu importe la structure qui sera mise en place, les enjeux demeureront », fait valoir François Pepin, président de Transport 2000 Québec.

Des besoins en croissance, des services en décroissance

« Alors qu'on reprend le chemin de l'école et du travail, on va avoir une nouvelle fois une démonstration très claire du sous-financement de nos services de transport collectif, alors que les infrastructures actuelles sont saturées et désuètes. Et pourtant, la population à desservir augmente continuellement », constate Florence Junca-Adenot, directrice du forum URBA 2015 - UQAM. La population de la grande région de Montréal a effectivement connu une hausse de 5% sur cinq ans. « Les nombreuses promesses d'injection de services d'autobus additionnels dans la région métropolitaine pour contrer la congestion découlant des travaux qui augmentent ne se sont toujours pas réalisées. On fait du sur-place, faute de moyens! », ajoute-t-elle.

Rappelons que le ministre des Transports du Québec, M. Robert Poëti, a annoncé son intention de déposer cet automne un projet de loi à l'Assemblée nationale pour réviser la gouvernance des transports collectifs dans la région métropolitaine.

À propos de TRANSIT

Ces recommandations s'ajoutent aux propositions rendues publiques par TRANSIT depuis sa création en août 2011 afin de pallier la crise des transports et d'aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont le rééquilibrage des investissements en transport (30% aux transports collectifs), la multiplication par cinq du financement du développement de l'offre de service en transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transport collectif au Québec. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

-30-

Renseignements :

Émilie Novales

COPTICOM

514.577.5838

enovales@copticom.ca